

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Kyly Audry Killam Chua

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Abaisser les taux d'imposition des sociétés et simplifier le code fiscal pour favoriser l'essor des entreprises canadiennes et offrir de nouvelles possibilités d'emplois. Grâce à des taux d'imposition plus bas pour les particuliers et à la simplification du code fiscal, les Canadiens auront plus d'argent dans leurs poches et en étant plus aptes à dépenser, les Canadiens achèteront davantage de produits, ce qui stimulera la demande dans un large éventail de secteurs.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

1.) Chercher à améliorer les relations commerciales avec d'autres pays afin que les biens et/ou les ressources produits par les Canadiens trouvent des débouchés à l'étranger, sans toutefois céder à d'autres pays la propriété de nos ressources. Autrement dit, le Canada doit conserver sa souveraineté par rapport à ses ressources naturelles, qui doivent d'abord et avant tout profiter aux Canadiens plutôt qu'au reste du monde. 2.) Abaisser les taux d'imposition des sociétés et simplifier le code fiscal. Cela incitera les entreprises à prendre de l'expansion, d'où la création d'emplois additionnels.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

À propos du vieillissement de la population canadienne. 1.) Encourager les Canadiens à avoir plus d'enfants. Pour que les Canadiens aient plus d'enfants qui un jour paieront des impôts servant à financer les besoins de la population vieillissante, il faudrait abaisser les coûts de logement et le fardeau fiscal. Les principaux facteurs de dépenses pour la plupart des Canadiens sont le logement et les impôts. Cette situation a beaucoup empiré à cause des acheteurs étrangers qui font grimper le prix des achats résidentiels. Beaucoup de familles, entre autres des jeunes membres de professions libérales habitant dans les grandes villes du Canada, se considèrent incapables financièrement d'avoir plus qu'un ou deux enfants. Le gouvernement canadien pourrait stabiliser les prix des habitations de la façon indiquée dans la réponse à la question n° 5 ci-dessous. Ces mesures auraient aussi comme avantages corollaires de réduire notre dépendance vis-à-vis l'immigration puisque cela permettrait d'augmenter notre population à l'interne et de diminuer l'endettement des Canadiens. Pour financer les coûts croissants des soins de santé et des pensions de retraite, il est essentiel d'accroître la productivité. La productivité de la main-d'œuvre doit augmenter pour que le gouvernement puisse assumer le fardeau financier dû à la hausse régulière du pourcentage de Canadiens âgés de 65 ans et plus. À propos des pénuries de main-

d'œuvre : 1.) Offrir des crédits d'impôt aux personnes qui suivent une formation dans un domaine où on manque de personnel. 2.) Réduire les taux d'impôt des particuliers et simplifier le code fiscal afin que les Canadiens ne soient pas portés à aller travailler ailleurs, et donc éviter que le Canada ne perde ses précieuses ressources humaines au profit d'autres pays. 3.) Favoriser la venue d'immigrants originaires des bonnes sources et non d'immigrants qui viendront perturber le tissu social en faisant grimper le prix des habitations, ce qui oblige des Canadiens à s'expatrier faute d'avoir les moyens d'acheter une maison dans leur propre pays. Si cette tendance se maintient, le Canada perdra de plus en plus de gens talentueux sans le moindre avantage en compensation, puisque inévitablement, ces immigrants indésirables ramèneront dans leur pays d'origine leur argent, leur famille et leurs enfants qui auront été éduqués par des écoles canadiennes. Ne nous laissons pas leurrer par l'appât du gain facile que laisse miroiter l'argent des immigrants riches.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

1.) Il faut favoriser l'esprit d'entreprise chez les gens d'affaires en abaissant le taux d'imposition des particuliers et celui des sociétés. Les entreprises, étant dirigées par des individus, ne sont prêtes à courir des risques en vue d'accroître leur productivité à moins d'en retirer des avantages financiers. Les entreprises devraient voir leur fardeau fiscal diminuer à mesure qu'elles prennent de l'expansion et deviennent plus rentables. Rappelons aussi que quand les entreprises parviennent à la rentabilité, cela profite à l'ensemble de la classe laborieuse, puisque tous les Canadiens bénéficient de la création de nouveaux emplois et des salaires plus élevés offerts. 2.) Il faudrait supprimer toutes les taxes provinciales/fédérales s'appliquant à l'achat de machinerie, d'équipement et de logiciels. Les investissements dans les immobilisations aident les entreprises à suivre le rythme des progrès technologiques, et à demeurer efficaces et plus productives. 3.) Veiller à ce que les entreprises canadiennes comme celles dans le secteur des ressources naturelles ne soient pas vendues à des intérêts étrangers, par exemple chinois, et continuent plutôt à appartenir à des Canadiens. Normalement, les entreprises dans le secteur des ressources naturelles sont plus productives en moyenne que celles des autres industries. Ainsi, la mise en valeur des mines de diamants dans les Territoires du Nord-Ouest et l'exploitation des gisements pétroliers au large de Terre-Neuve ont permis à ces deux régions d'afficher un des plus hauts taux de croissance de la productivité au Canada. C'est aussi le cas de l'Alberta, où la productivité par travailleur a augmenté grâce aux prix élevés de l'énergie.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les transactions domiciliaire par des acheteurs étrangers dans plusieurs marchés immobiliers au Canada ont fait grimper le prix des habitations à un point tel que les contribuables de tous les groupes ethniques et de tous les niveaux de revenu, malgré leur dur labeur, n'ont plus les moyens de s'en payer une. C'est particulièrement évident à Vancouver et Toronto, où les investissements de la part de riches acheteurs étrangers ont propulsé le prix des habitations à des niveaux exorbitants pour les résidents, dont beaucoup sont désormais obligés de devenir locataires. Le gouvernement du Canada doit agir immédiatement pour stabiliser les prix résidentiels. La hausse des prix des habitations est attribuable surtout à deux catégories d'acheteurs étrangers : ceux qui ne résident pas au Canada mais qui sont assez fortunés pour se permettre d'acheter des habitations chez nous; 2) ceux qui résident ici et sont parfois

des citoyens canadiens, mais qui comme les gens de la première catégorie ont amassé leur fortune à l'étranger. Ces deux types d'acheteurs se sont donc enrichis dans des pays où les impôts sont très bas, si bien qu'il est impossible pour les Canadiens de rivaliser avec leur pouvoir d'achat. Les chances sont carrément inégales. Certains pays ont une longueur d'avance sur nous pour ce qui est de mesures spécifiques visant à résoudre ce problème, comme l'Australie, Singapour et la Chine. Le gouvernement australien a assumé un rôle dirigeant à cette fin et applique un modèle facilement transposable au Canada, modèle que nous avons analysé en détail. Même la Chine, d'où proviennent la plupart des acheteurs étrangers qui ont provoqué l'escalade des prix immobiliers à Vancouver, est parvenue à stabiliser par des mesures ciblées les prix des résidences sur ses propres marchés immobiliers. Voici les mesures précises que nous préconisons : 1) mettre sur pied un comité d'examen fédéral inspiré du modèle australien, duquel tous les étrangers devraient obtenir l'autorisation expresse pour pouvoir acheter des habitations au Canada; 2) encourager la venue d'immigrants qui de toute évidence peuvent rapporter un avantage net aux Canadiens, par exemple les travailleurs qualifiés; 3) abolir les échappatoires fiscales qui permettent aux acheteurs étrangers des deux catégories et aux nouveaux immigrants de garder leur argent ailleurs sans payer d'impôt au Canada, contrairement aux autres Canadiens laborieux. Est-ce juste et équitable que les contribuables canadiens, malgré leur dur labeur, aient à payer un montant exorbitant pour l'achat d'une maison ou le loyer à même leurs chèques de paye grevés par les impôts à cause de riches investisseurs propriétaires vivant ailleurs qui n'ont jamais versé le moindre sou en impôt à notre pays? Devons-nous compétitionner contre des acheteurs étrangers ayant à présent le statut de résident mais qui ont pu amasser une fortune dans d'autres pays où les impôts sont très bas? Il nous ferait grandement plaisir de venir à Ottawa pour discuter plus en détail de ces questions.